Secrétariat du Grand Conseil

QUE 1296

Question présentée par le député : M. François Lefort

Date de dépôt : 11 mai 2020

Question écrite urgente

Dans quelle mesure le système hospitalier a-t-il pu faire face à la crise sanitaire causée par le COVID-19 ?

Mesdames et Messieurs les conseillères et conseillers d'Etat,

Je salue particulièrement et je soutiens l'action du Conseil d'Etat face cette crise sanitaire causée par la maladie COVID-19, de même que la réponse des Hôpitaux universitaires genevois, ainsi que la communication conjointe et fréquente du Conseil d'Etat et des HUG.

Néanmoins, cette communication pourrait être complétée de quelques informations sur des aspects mineurs mais qui interrogent les milieux médicaux et scientifiques et au-delà.

Je souhaiterais donc, par ses réponses aux quelques questions suivantes, que le Conseil d'Etat nous éclaire sur la situation décrite en préambule.

- Quel est le coût d'hospitalisation en unités COVID-19 hors soins intermédiaires et soins intensifs par patient par jour?
- Quel est le coût d'hospitalisation en soins intermédiaires COVID-19 par patient par jour ?
- Quel est le coût d'hospitalisation en soins intensifs COVID-19 par patient par jour ?
- Quel protocole thérapeutique a été appliqué aux patients en unité de soins hors soins intermédiaires et hors soins intensifs ?
- Quel protocole thérapeutique général a été appliqué aux patients en soins intermédiaires ?

QUE 1296 2/3

 Quel protocole thérapeutique général a été appliqué aux patients en soins intensifs?

- Les HUG utilisent des kits de dépistage du virus SARS-CoV-2 par RT-PCR. Quelle est la marque produisant ces kits?
- Quel est le fournisseur de ces kits?
- Quel est le coût d'un tel test de dépistage ?
- Quel est le prix facturé pour un tel test de dépistage?
- Pendant combien de temps la capacité de testage restreinte alléguée a-t-elle duré?
- Quelle était la capacité quotidienne de testage des HUG entre le 1^{er} mars et le 20 avril ?
- Quel nombre de tests pas jour (RT-PCR) ont été effectivement faits ?
- Dans le cadre du respect des accords bilatéraux, peut-on interdire aux laboratoires d'analyse privés de fournir comme prestation un test de dépistage du SARS-CoV-2 approuvé par l'Union européenne, ou un pays de l'Union européenne?
- Dans le cadre du respect des accords bilatéraux, peut-on interdire aux laboratoires d'analyse privés de fournir comme prestation un test de diagnostic sérologique (présence du virus) du SARS-CoV-2 approuvé par l'Union européenne, ou un pays de l'Union européenne?
- Dans le cadre du respect des accords bilatéraux, peut-on interdire aux laboratoires d'analyse privés de fournir comme prestation un test de diagnostic sérologique du statut sérologique (présence d'anticorps anti-SARS-CoV-2) approuvé par l'Union européenne, ou un pays de l'Union européenne?
- Les HUG développent-ils leur propre test de diagnostic sérologique du statut sérologique (présence d'anticorps anti-SARS-CoV-2)?
- Si oui, pensent-ils le breveter?
- Avez-vous connaissance de possibles conflits d'intérêts entre des parlementaires, des responsables hospitaliers, des membres de l'OFSP, qui pourraient avoir des intérêts financiers dans les sociétés qui produisent et/ou vendent et/ou distribuent les tests de dépistages génétiques et sérologiques ?
- Avez-vous connaissance de possibles conflits d'intérêts entre des parlementaires, des responsables hospitaliers, des membres de l'OFSP, qui pourraient avoir des intérêts financiers dans les assurancesmaladie?

3/3 QUE 1296

 Concernant les infections nosocomiales: combien d'infections nosocomiales dues au SARS-CoV-2 ont-elles été enregistrées du 15 mars au 15 mai 2020 dans tous les établissements des HUG?

- Combien de personnes appartenant au personnel des HUG ont été testées positivement au dépistage par RT-PCR du SARS-CoV-2?
- Respectivement, combien d'aides-soignantes et aides-soignants ?
- Combien d'infirmières et infirmiers?
- Combien de médecins ?
- Le personnel soignant en unités COVID-19 a-t-il été soumis régulièrement ou à sa demande au test de dépistage par RT-PCR du SARS-CoV-2?
- A-t-on refusé de tester du personnel soignant par RT-PCR du SARS-CoV-2?
- Si oui, pour quelles raisons?
- A-t-on refusé de tester du personnel soignant par test de diagnostic sérologique du statut sérologique (présence d'anticorps anti-SARS-CoV-2)?
- Si oui, pour quelles raisons?
- Si ces tests ont été refusés à des membres du personnel des HUG qui en faisaient la demande, y a-t-il un risque que les HUG fassent l'objet d'une action légale pour mise en danger?
- Si le refus de tester provenait d'une interdiction émise par une autorité supérieure aux HUG, y a-t-il un risque que cette autorité fasse l'objet d'une action légale pour mise en danger?

Par avance, Mesdames et Messieurs les conseillères et conseillers d'Etat, je vous prie d'agréer l'expression de ma gratitude pour vos réponses à ces questions précises.